

Questions orales

Après avoir présenté ce budget inutile puisqu'il n'aura aucun effet positif, quelles mesures le gouvernement entend-il prendre pour améliorer nos perspectives économiques peu réjouissantes et pour assurer une véritable relance qui fournira du travail à nos chômeurs? Le gouvernement a-t-il l'intention d'agir ou va-t-il décréter un intermède de trois mois pour que les libéraux puissent se donner un nouveau chef?

L'hon. Roy MacLaren (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, le député devrait reconnaître que les taux de croissance économique sont actuellement au seuil que nous avons prévu et qu'ils sont naturellement fonction de la vigueur de la reprise puisqu'il est normal que l'économie connaisse des hauts et des bas. Ce sont les dépenses à la consommation qui ont tout d'abord relancé les investissements et fait démarrer l'économie. Règle générale, cet élan économique est suivi d'un certain recul lorsque les investissements prennent leur rythme de croisière. C'est le phénomène qui se produit actuellement.

Le député parle du faible taux des investissements. S'il considérait les dépenses en immobilisations dans l'ensemble, il verrait au contraire que ce taux est actuellement à la hausse. En pourcentage, les dépenses en immobilisations ont effectivement augmenté. Et le député devrait savoir que cette hausse est attribuable aux projets spéciaux de relance que le gouvernement a mis sur pied dans son budget d'avril. Nous avons lancé de tels projets en pleine connaissance de cause car nous savions fort bien que lorsque la reprise s'amorcerait, les stocks finiraient par s'épuiser, que nos moyens de production seraient mis à contribution davantage et que le gouvernement devait donc débloquer des capitaux pour relancer l'économie au cours de cette période. Voilà ce qui s'est produit. Nous avons bon espoir que le secteur privé emboîtera le pas au secteur public en 1984.

● (1450)

M. Crosbie: Monsieur le Président, personne n'avalera un pareil cafouillis.

LE RAPPORT SUR L'ÉTAT DE L'ÉCONOMIE—L'AUGMENTATION DES IMPÔTS

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur le Président, je fais voir au ministre le rapport quotidien de Statistique Canada en date du jeudi 1^{er} mars. Voici ce que dit Statistique Canada, qui relève du ministre lui-même:

Le ralentissement de la reprise canadienne pendant le quatrième trimestre a été principalement attribuable à la faiblesse de la demande finale intérieure. La construction de logements et les investissements des entreprises ont considérablement reculé au cours du quatrième trimestre, et la reprise des dépenses des ménages s'est ralentie.

¶ Tout ce qui sert de moteur à la reprise s'est ralenti. Étant donné que cette demande intérieure a faibli, qu'elle baisse et freine la reprise, le ministre peut-il nous expliquer pour quelle raison il va percevoir 6.1 milliards de nouveaux impôts sur les consommateurs canadiens cette année et pendant les deux prochaines années, en augmentant par exemple de 1 p. 100 la taxe de vente à partir d'octobre qui vient, ou pourrait-il nous dire si le gouvernement envisage de renoncer à ces augmentations, étant donné la faiblesse de la demande intérieure?¶

L'hon. Roy MacLaren (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je me demande d'où sort le député. Tous les économistes canadiens chargés des prévisions ont nettement affirmé, comme le gouvernement, qu'après une période initiale de forte reprise, il y aurait un taux de croissance plus facile à maintenir jusqu'à la fin de 1983 et le début de 1984. La Banque de Montréal par exemple dans ses toutes dernières prévisions s'est félicitée que cette progression raisonnable vienne remplacer l'avance par trop rapide qui avait marqué les premiers mois de la reprise économique.

En ce qui concerne l'augmentation des impôts prévue au budget d'avril, nous nous proposons bien de poursuivre cette politique. Le projet de loi relatif à l'augmentation de la taxe de vente est à l'étude en Chambre, et je ne doute pas qu'il soit adopté sous peu. Nous allons constater que les programmes de relance vont être financés en partie par l'augmentation des impôts, laquelle ne sera pas excessive puisque l'économie en aura les moyens au fur et à mesure que la reprise suivra son cours. Voilà une chose que le député sait aussi bien que moi.

M. Crosbie: Monsieur le Président, le député se demande d'où je sors. Je viens de rendre visite aux chômeurs, que la stagnation économique a privés d'emplois. Voilà d'où je sors. Ce qu'ils veulent ces gens-là, ce sont des réponses et du solide, pas du galimatias.

Des voix: Bravo!

LA DÉCLARATION DU MINISTRE DANS LE BUDGET

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur le Président, le ministre peut-il nous expliquer comment le ministre des Finances a pu dire dans son budget du 15 février que son objectif, assurer la reprise, avait été atteint alors que toutes les données que j'ai mentionnées ici aujourd'hui, dont celles de la demande intérieure, des investissements des entreprises et du revenu disponible des particuliers, sont toutes à la baisse? S'il y avait reprise, tous ces indicateurs seraient à la hausse. Comment lui-même et le ministre peuvent-ils se permettre des affirmations aussi trompeuses et fallacieuses.

L'hon. Roy MacLaren (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, les prévisions que le ministre a faites, et que je reprends à mon compte sans réserve, sont exactes. Le Canada a connu une forte reprise au cours de 1983. Et la croissance se poursuit en 1984. Les faits sont donc là pour confirmer les prévisions.

Les statistiques que le député a citées se rapportent au dernier trimestre, donc au court terme. Ce ne sont pas des tendances générales qui révéleraient l'orientation de l'économie. La reprise économique est bien réelle au Canada. Les exportations et les ventes intérieures sont à la hausse. L'investissement reprend peu à peu. L'inflation de même que les taux d'intérêt sont en baisse. Toutes les conditions sont donc en place pour la reprise de la croissance économique.

Si le député veut jouer l'oiseau de malheur en déformant les statistiques pour en arriver à ses propres fins, pour montrer qu'il faut être dur et intraitable, c'est son affaire. Mais ce n'est pas la politique que nous poursuivons. Les chiffres le prouvent: la reprise est manifeste et se confirme tous les jours.